

# Introduction : penser l'habiter à l'échelle du quartier

## Les vies en ville

En France, l'urbanisation continue sa progression : selon la Banque mondiale, 81% des Français vivent au sein d'unités urbaines en 2020, contre 76% en 2000. Ce phénomène d'urbanisation n'est pas nouveau. Dès l'après-guerre, la part de la population française vivant en ville connaît une croissance très importante. Le rayonnement économique et culturel des villes en fait alors des pôles d'attractivités de plus en plus forts. La « ville » est ici entendue au sens d'unité urbaine, définie en ces termes par l'INSEE : « *une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.* »

On habite de plus en plus en ville, certes, pourtant certains signaux demeurent contradictoires quant à ce constat. La ville au cours du XX<sup>ème</sup> siècle est devenue un espace particulièrement grand : en effet, à la fin du siècle, les surfaces urbaines en France croissent même plus vite que la population urbaine elle-même (Robert Laugier, l'étalement urbain en France, 2012). Aussi le fait « de vivre en ville » semble recouvrir des réalités plurielles : par exemple les habitants de centre-ville comme les habitants de banlieue vivent en ville. Pourtant il s'agit de deux expériences bien différentes de la ville. Ainsi si 8 français sur 10 vivent en ville en 2020, il y a de fortes chances pour que chacun des 8 individus concernés rapporte une expérience radicalement différente des 7 autres.

Bien sûr, les villes sont des espaces composites où cohabitent de nombreux écosystèmes sociaux, des quartiers où l'expérience de la ville change du tout au tout d'une rue à l'autre. L'expérience de la ville (au sens de « faire l'expérience quotidienne de la ville ») convoque donc forcément le référentiel du quartier comme cadre plus fin, qui établit déjà une première complexification au simple fait de « vivre en ville ».

Il faut donc déjà se poser la question du « où », en ville pour rendre compte du « vivre en ville ». Repositionner la question de la vie en ville à l'échelle du quartier rend davantage justice à la pluralité des expériences de la ville. Mais là encore, il demeure une certaine frustration. Si l'on s'en arrête là, la question « dans quel quartier vis-tu ? » serait alors une véritable porte ouverte sur l'expérience de la ville, qui serait donc commune aux habitants du même quartier. Puisque nous nous interrogeons ici sur l'expérience de la vie en ville, et plus particulièrement au sein du quartier, s'arrêter au « où » en ville semblerait signifier tacitement que le quartier porte en lui des caractéristiques par nature qui constitueraient l'expérience de la ville: il y aurait par exemple une sorte d'évidence du quartier sensible où l'on se sent mal, et puis à contrario une évidence du quartier huppé, dynamique, chic, où il fait « bon vivre ». Le quartier serait donc un espace qui viendrait comme plaquer ses attributs à ses habitants, à partir desquels ces derniers se forgeraient une expérience de la vie en ville. Evidemment, la réalité du rapport individu-quartier et quartier-individu est plus complexe. S'arrêter ici dans notre raisonnement reviendrait premièrement à

oublier le rôle très actif de l'habitant qui, comme son nom l'indique, ne fait pas que vivre dans son quartier, mais l'habite.

### **Habiter son quartier, donner un sens à l'espace, ou le « comment » vivre en ville**

L'action "d'habiter" porte en elle une certaine idée du quotidien et de l'intime. C'est ici que j'habite, c'est ici que je réside... Le terme peut tout à la fois faire référence au logement dans lequel je réside (qui s'apparenterait à la déclinaison la plus fine), ou bien à ma ville de résidence par exemple. Dans tous les cas, l'action d'habiter pose tacitement un cadre à une large variété d'actions quotidiennes selon les contextes : de la restauration au sommeil, des courses aux relations de voisinage, des interconnaissances aux relations professionnelles, parfois.

De ce point de vue, si j'habite un endroit, je fais de cet endroit un cadre à ces (inter)actions. Le terme "faire" n'est pas à prendre à la légère, puisqu'un lieu n'a pas en lui l'attribut d'être habité. C'est bien là le fruit d'une action propre aux individus que d'habiter un lieu. Il n'empêche que cette action, ce cadre du quotidien n'est pas toujours choisie. Il peut tout aussi bien-être délibéré qu'imposé, voire subi. Habiter n'en reste pas moins une action dans ces cas ci. Construire un rapport à un espace.

Si l'on reprend notre raisonnement, habiter un quartier, c'est bel et bien construire un rapport singulier entre un individu et un espace. Aussi, cet "agir" n'est pas socialement neutre. Au contraire, il est empreint de marqueurs sociaux particulièrement forts. Puisque c'est bien du quotidien dont on parle, une multitude d'éléments sont convoqués : les caractéristiques du logement, la vie de quartier, le sentiment de quiétude, de sécurité, sont autant de paramètres par rapport auxquels "l'habitant" est amené à se positionner, et qui influencent la manière dont chacun habite son quartier. De la même manière qu'un quartier n'est pas habité par essence, il n'est pas "malfamé" par essence non plus : si je trouve ce quartier mal famé, c'est bien parce que j'ai défini au travers de mon parcours et de mes interactions sociales des critères m'indiquant ou non que tel ou tel quartier est malfamé. Des raisons plurielles, parfois contradictoires.

Cette remarque n'est pas sans ancrer notre raisonnement dans une approche très constructiviste de l'individu et de ses actions. En particulier, cette réflexion n'est pas sans rappeler la posture adoptée par l'école sociologique de Chicago, et le courant de l'interactionnisme symbolique. Nous retiendrons ici la définition de l'interactionnisme symbolique telle que proposée à travers les trois points centraux du courant de pensée selon Herbert Blumer :

*« 1. Les humains agissent à l'égard des choses en fonction du sens qu'ils attribuent à ces choses. 2. Ce sens est dérivé ou provient de l'interaction sociale que chacun a avec autrui. 3. Ces sens sont manipulés dans, et modifiés via, un processus interprétatif utilisé pour interagir avec les choses rencontrées. »*

... Et c'est bien de cela dont il s'agit au final : l'individu se positionne par rapport à son quartier en fonction d'un sens socialement construit. Ce cadre microsociologique constitue un référentiel pertinent pour étudier la manière dont les individus construisent et renégocient collectivement leur rapport au quartier. Sur ce rappel, prenons le temps de rétro pédaler brièvement, de sorte à se remémorer notre interrogation initiale : « habiter en ville. » C'est donc là une locution qui fait référence à des expériences plurielles car la ville est constituée de quartiers très différenciés par rapport auxquels les individus produisent collectivement du sens.

### **Habiter en ville : les politiques publiques s'emmêlent ?**

La vie en ville est marquée par cette notion très singulière qui est celle « d'habiter. » Entre espace bâti et interactions sociales quotidiennes. L'expérience de la ville se joue donc à la fois dans l'espace, et dans la relation qu'on entretient avec cet espace. Un facteur semble toutefois absent de cette équation : en effet s'il y a bien un dénominateur commun à ces deux dimensions de la vie en ville (l'espace et l'individu qui se l'approprié), ce sont les politiques publiques qui aménagent l'espace urbain. Ici nous entendons l'expression « politique publique » telle que définie par Mény et Thoenig dans *Politiques Publiques* en 1989 : « *Une politique publique se présente sous la forme d'un programme gouvernemental issu d'une autorité investie d'une puissance publique, dans un domaine spécifique de la société ou d'un espace géographique.* » La ville est en effet un espace qu'investissent quotidiennement les politiques publiques, où se concrétisent aussi des représentations de ce que « devrait être » une ville. L'action publique à travers l'aménagement urbain a donc autant à voir avec les interactions sociales qui s'y jouent qu'avec le cadre bâti qu'elle dresse. Dès lors, difficile de parler d'expérience de la vie en ville, et « d'habiter » un quartier, sans traiter des politiques publiques qui aménagent ce terrain de jeu social.

Mais comment ces pouvoirs publics intègrent-ils cette notion si complexe à approcher qu'est la notion d'habiter ? En réalité, l'intègrent-ils seulement ? Ce questionnement est au cœur d'un ouvrage de Barbara Allen et Michel Bonetti intitulé *L'habiter, un impensé de la politique de la ville*. L'ouvrage paru en 2018 souligne l'importance des rapports individuels et sociaux au quartier et la difficulté des politiques publiques quand il s'agit de se saisir de ces questionnements complexes. Les indicateurs d'attachement au quartier mobilisés par l'action publique se basent généralement sur de grands paramètres afin de mesurer l'appréciation, l'investissement au sein des quartiers : satisfaction relative au commerce, satisfaction relative à la sécurité... Cette méthode a pour intérêt de dresser un portrait général de la situation du quartier, de son évolution.

Cependant, des indicateurs généraux relatifs à un quartier en termes de vie associative, de satisfaction de ses habitants par exemple, peuvent masquer des rapports plus fins et parfois contradictoires. Des liens parfois conflictuels, qui représentent pourtant des enjeux cruciaux dans les quotidiens chez certains individus. Puisque le quartier convoque le registre de l'intime, chaque habitant a une manière très personnelle de vivre le quartier habité. Au delà de la mesure générale et comparative des indicateurs proposés, certaines configurations échappent aux radars : les raisons du sentiment d'appartenance, de l'investissement, en lien avec la

possibilité par exemple qu'un ménage se sente profondément mal au sein d'un quartier se portant pourtant bien au niveau des indicateurs relevés. Cela peut également faire écho à des types précis de ménages. Par exemple, qu'en est-il du rapport des personnes âgées habitant en quartiers Politique de la Ville à leur quartier ? Des familles monoparentales plus souvent isolées ?

Une attention particulière portée aux façons de vivre le quartier éclaire quant à la manière avec laquelle certains espaces peuvent polariser ou non certaines difficultés, pour certains publics. Si la tâche semble de prime abord laborieuse, elle complète toutefois le regard plus holiste et traditionnel que l'on peut porter aux quartiers. Elle propose une lecture « à taille humaine », sur la base de rapports individuels à un espace collectif. C'est s'intéresser à l'urbanité au sein des quartiers, c'est-à-dire « *les formes d'individuation, les agencements et interactions dans la texture sociale et urbaine* » comme le définit la chercheuse Sylvaine Bulle ( *Penser l'urbanité*, Annuaire de l'EHESS, 2010.) Il s'agit donc d'ouvrir la « boîte noire » du quartier mais aussi du rapport des habitants à cet espace.

### **« Et aujourd'hui, vous sentez-vous bien dans votre quartier ? » La question du bien-être en ville, l'exemple des Enquêtes Écoute Habitants à Lyon**

Et en effet il faut bien le reconnaître, de ce point de vue « l'habiter » est une notion très fine qui ne semble que peu pensée par les pouvoirs publics. Les politiques publiques représentent un maillon essentiel de « l'habiter en ville », sans pour autant réussir à s'en saisir réellement. Une des raisons principales à cet état de fait est le lien intrinsèque entre la notion d'habiter, et la notion de bien-être au sein de son quartier. Habiter un quartier, c'est construire un rapport à ce dernier, relativement auquel se joue une satisfaction ou au contraire une frustration. Un bien-être ou un mal-être : en réalité un arbitrage parmi le spectre large qui peut exister entre l'un et l'autre. En effet, il est difficile d'être totalement neutre quant il s'agit de se positionner par rapport à son quartier.

Demander aux pouvoirs publics d'intégrer la question d' « habiter son quartier » revient dans une certaine mesure à faire en sorte que l'action publique interroge le bien-être dans le quartier : que l'action publique cherche à l'évaluer, le mesurer, le maximiser, et surtout à mettre en œuvre des politiques publiques en tenant compte de ce cadre précis. Explorer le rapport qu'entretiennent les politiques publiques avec la notion de bien-être au sein du quartier n'est pas chose aisée. Outre les grands constats très surplombants que l'on peut dresser (tel que le développement de la Politique de la Ville en France, témoignant d'un certain rapprochement entre aménagement du territoire et considération du bien-être au sein du quartier), il est difficile de mesurer la manière avec laquelle les politiques publiques influencent ou non ce bien-être au sein du quartier. Plus globalement, il est même difficile de cerner la mesure avec laquelle les politiques publiques ont au fil des années mis le « bien-être au sein du quartier » à l'agenda de l'aménagement des territoires urbains.

Pourtant, poser la question de la manière avec laquelle les politiques publiques se saisissent de la question du bien-être au sein du quartier semble être une étape incontournable dans la bonne compréhension de « l'habiter » au sein du quartier,

donc des modes pluriels d'expériences de la vie en ville. Ceci étant dit, lorsque l'on s'attarde sur certains outils locaux déployés par les pouvoirs publics dans le cadre de l'aménagement de la ville et du quartier, on réalise que ces derniers peuvent représenter des portes d'entrées intéressantes quant à notre questionnement. Une entrée par les instruments de politiques publiques dans le cadre de l'étude du rapport entre « l'habiter en ville » et l'action publique permet d'étudier plusieurs articulations, notamment :

- La mise à l'agenda d'une certaine vision de « l'habiter en ville »
- La performativité des politiques publiques dans la métamorphose du quartier

Dans cette perspective, l'exemple des Enquêtes Écoutes Habitants (EEH), développées à Lyon, présente des particularités intéressantes.

Avec l'avènement de la Politique de la Ville sur les deux dernières décennies du siècle dernier, la Ville de Lyon a été l'une des premières grandes villes de France à expérimenter des outils d'évaluation pour prendre la mesure des effets de la Politique de la Ville sur ses quartiers. En 1998 sont lancées pour la première fois les Enquêtes Écoutes Habitants. D'abord à l'échelle du seul quartier de Mermoz, un panel d'habitants était interrogé années après années, de sorte à mesurer quantitativement l'évolution de leur sentiment quant à leur quartier : « vous sentez-vous bien dans votre quartier ? », « comment jugez-vous l'évolution de votre quartier ? », et plus précisément « vous sentez-vous en sécurité ? », « comment jugez-vous l'entretien de votre quartier », « l'offre de commerces... » Les EEH ont par la suite été étendues à l'ensemble des quartiers prioritaires Politique de la Ville de Lyon, et ont été reconduites annuellement jusqu'à aujourd'hui.

En 2019, 2000 habitants de Lyon ont été interrogés sur la base de plusieurs dizaines de questions relatives à leur vie au sein du quartier : satisfaction générale, concernant les services, l'entretien, la sécurité, investissement au sein de la vie associative etc. Parmi ces 2000 enquêtés, on dénombre 400 individus répartis au sein des 9 arrondissements de Lyon, en dehors du périmètre des quartiers reconnus prioritaires au titre de la Politique de la Ville (QPV) ou en veille active (QVA), afin de disposer d'une moyenne hors quartiers prioritaire. On compte 1600 enquêtés répartis au sein de 8 QPV et 2 QVA (Gerland, Etats-Unis, Langlet-Santy, Mermoz, Moulin-à-Vent, La Duchère, le Vergoin, et Gorge de Loup). Compte tenu de notre questionnement, les EEH représentent une ouverture riche : elles peuvent servir de support d'analyse du bien-être au sein du quartier pour enrichir la vision que l'on peut se faire de la « vie en ville ».

En particulier, les données recueillies dans ce cadre constituent une base quantitative particulièrement riche. Cette dernière peut tout à fait alimenter des réflexions quant à la construction du sentiment de bien-être au sein du quartier, notamment par le biais d'une lecture synchronique du sentiment de bien-être dans le quartier : à la loupe sur l'année 2019, analyser en finesse le sentiment de bien-être des habitants et les facteurs qui le font varier.

C'est ici ce que nous proposons d'entreprendre : nous nous appuyerons sur les retours des 2000 habitants de Lyon interrogés dans le cadre des EEH en 2019 pour tenter de comprendre la manière avec laquelle s'articule le bien-être au sein du quartier avec tous les éléments constitutifs d'une vie de quartier en tant que telle :

- Relations sociales
- Offre de commerce
- Sentiment de sécurité
- Rapport au logement
- ...

Cette lecture permettra d'interroger en profondeur des « curiosités » relevées par les EEH : des individus qui se sentent bien dans un quartier « qui va mal », des individus qui se sentent mal dans un quartier « qui va bien ». Il s'agit bien là de questionner « l'habiter » dans son quartier.

Le parti pris de cette démarche est ambitieux, mais se doit d'être réaliste. La matière qui nous est présentée étant exclusivement quantitative et déclarative, elle ne permettra d'étudier ce sujet que dans les limites connues de ce répertoire méthodologique : interprétations plurielles des questions et des modalités, modalités de réponses qui cadrent nécessairement le propos, volatilité des réponses elles-mêmes qui traitent beaucoup de « sentiments »...

Aussi, rappelons qu'il ne s'agira pas ici d'épuiser le réel et d'élucider en quelques pages la vaste question de l'expérience de la ville et du quartier. Le micro-historien Carlo Ginzburg considérait que « *comme le détective, le chercheur ne peut atteindre directement les réalités qu'il se propose d'étudier, il doit procéder par indices, par traces* » (*Le fromage et les vers*, 1989). Nous chercherons donc ici les indices, des traces, des facteurs qui entrent en compte dans la construction du sentiment de bien-être au sein de son quartier. Il convient ainsi de rappeler que nous nous pencherons sur une configuration précise au sein d'une ville bien définie, à travers un outil d'évaluation des politiques publiques tout à fait particulier.

Aussi, l'analyse sera de fait hybride, entre recherche et évaluation des politiques publiques. La présente réflexion s'inscrivant dans le cadre d'une interrogation de la Ville de Lyon quant au bien-être des habitants au sein des quartiers de la commune, des encarts synthétiques s'autoriseront une prise de recul normative, et formuleront des remarques sous forme de préconisations.

# « Habiter le quartier » : étude de la construction du sentiment de bien-être dans son quartier au prisme des EEH

## Présentation de la réflexion et de la méthodologie employée

Considérer que les attributs d'un quartier se plaquent de manière descendante et uniforme sur les individus qui l'habitent serait une erreur de lecture. Les habitants du quartier s'approprient ce dernier selon une variété de critères socialement construits mais aussi très personnels. Les EEH montrent fréquemment des retours presque schizophréniques d'habitants d'un même quartier : un habitant se sentant très mal dans un quartier qui va bien, un habitant se sentant très bien dans un quartier qui va mal. Il s'agira donc d'apporter des éléments de réponses et de réflexions à la question : « quelles sont les paramètres qui entrent en jeu dans la construction et la variation du sentiment de bien-être au sein du quartier ».

Au prisme des retours des habitants collectés dans le cadre des EEH 2019, nous proposons ainsi d'ouvrir cette « boîte noire » qu'est le sentiment de bien-être au sein du quartier. Au-delà de l'évolution du quartier lui-même, nous nous appuyerons donc sur les résultats croisés de ces enquêtes pour nourrir une réflexion sur les paramètres qui font le plus varier le sentiment de bien-être des habitants au sein de leur quartier. Pour ce faire, il convient d'adapter notre méthodologie à la matière qui nous est présentée : la base de données recueillies est dense et recense des réponses à un socle de questions communes posées au sein de 8 QPV, 2 QVA, et ainsi que des quartiers hors contrat de ville (HCV). Notre raisonnement portera d'abord sur la base totale des 2000 enquêtés sans distinction de quartier. Puis nous affinerons notre lecture selon la méthodologie explicitée ci-après.

Tout d'abord, nous concentrerons notre focale sur le sentiment de bien-être au sein du quartier à travers les réponses à la question «*Et aujourd'hui, vous sentez-vous bien dans votre quartier ?* »

- 1. Oui, très bien
- 2. Oui, plutôt bien
- 3. Non, pas très bien
- 4. Non, pas bien du tout

Pour rendre l'analyse plus lisible, nous combinerons les modalités 1 et 2 en « Oui je me sens bien », ainsi que les modalités 3 et 4 en « non je ne me sens pas bien ». La constitution de ces deux idéaux-type facilitera la mise en lumière de tendances et nous permettra de constituer « un tableau de pensée homogène », selon l'expression wébérienne. Grâce à ce regroupement, notre point de départ sera un chiffre très global : sur les 2000 enquêtés issus de quartiers politique de la ville et hors contrat de ville en 2019, 84% d'entre eux rapportent se sentir bien au sein de leur quartier.

Bien sur, ce chiffre varie selon les sous-populations de répondants choisies : parmi nos 2000 répondants, ce chiffre que nous qualifierons « d'indicateur de bien-être » ne sera pas le même entre ceux qui déclarent adhérer à une structure associative, et les autres, par exemple. Entre ceux qui déclarent être satisfaits de leur état de santé et les autres. Il y aura bien une variation de cet indicateur de bien-être selon ces paramètres (adhésion à une structure associative, satisfaction relative à leur état de santé...). Il s'agira donc d'étudier les paramètres qui suscitent le plus de variation de cet indicateur de bien-être.

Pour cela nous déclinons notre recherche selon 2 étapes :

1 – Parmi les 2000 enquêtés et au prisme des réponses aux questions posées, quels sont premièrement les principaux « curseurs » qui font le plus varier le sentiment de bien-être ? Nous étudierons des sous-populations de répondants étant ou non satisfaits de leur offre de commerce, de la propreté du quartier... pour en étudier les effets sur le sentiment de bien-être.

Face à l'hétérogénéité des quartiers où résident nos 2000 répondants, il conviendra de se demander dans quelle mesure ces curseurs font effectivement varier le sentiment de bien-être selon différents types de quartiers : QPV, hors contrat de ville, pour mettre en perspective le poids de ces paramètres.

2 – Une fois ces « curseurs » identifiés, quelle influence ont-ils sur le sentiment de bien-être, selon les différentes catégories d'habitants : selon l'âge, la CSP, le sexe. Par exemple, tous ces profils n'ont pas forcément le même besoin en termes de sentiment de sécurité pour se sentir bien dans leur quartier. Nous illustrerons cette lecture de zooms ponctuels, plus « à la loupe » de certaines combinaisons des facteurs étudiés jusqu'ici. Pour remobiliser un vocable issu du courant interactionniste, nous parlerons plus exactement de « configurations » au sens de Norbert Elias. Ces portraits nous permettront tout à la fois d'illustrer les pistes que nous aurons déjà mises en lumière, et de les creuser plus en profondeur, dans les limites que nous impose l'analyse strictement quantitative sur un échantillon de 2000 individus.

Dans un premier temps, il s'agit donc de « faire le tri » dans le large éventail de questions posées aux habitants, et de voir par un croisement lesquelles sont les plus corrélées avec le sentiment de bien-être. Nous excluons volontairement de cette première phase les questions traitant directement des profils de répondants (âge, sexe, CSP, composition familiale), et du quartier des répondants. Comme expliqué, ces facteurs interviendront donc dans un second temps pour affiner cette première lecture plus surplombante du sentiment de bien-être.

Parmi les questions restantes restent donc les questions qui traitent au rapport de l'habitant aux différentes facettes de son quartier : satisfaction de l'offre de commerce, de l'offre associative, de l'entretien, sentiment de sécurité... Chacune de ces dimensions a été croisée avec le sentiment de bien-être des répondants pour cibler les dimensions qui à priori ont le plus tendance à faire varier ce dernier. Nous proposons donc de nous arrêter sur 3 paramètres dont la corrélation avec le

sentiment de bien-être ou de mal-être est quantitativement la plus forte. Nous parlerons bien dans cette étape de « corrélation » et non de cause, ni de conséquence.

**Le sentiment de sécurité, la satisfaction relative à l'entretien, et la satisfaction relative au logement sont les 3 « curseurs » faisant le plus varier le sentiment de bien-être**

Concernant cette première lecture très transversale, on constate que les réponses à une question en particulier font particulièrement varier le sentiment de bien-être : la question du sentiment de sécurité au sein du quartier, formulée comme suit.

« *Vous sentez-vous en sécurité dans votre quartier ?* »

- Oui
- Non

On observe que sur les 1626 répondants témoignant se sentir en sécurité au sein de leur quartier, 92% témoignent se sentir bien dans leur quartier. A l'inverse, sur les 366 répondants qui témoignent ne pas se sentir en sécurité, ils ne sont plus que 51% à se sentir bien au sein de leur quartier. Ce différentiel de 41 points entre les deux populations souligne une corrélation forte entre le sentiment de sécurité et le sentiment de bien-être au sein du quartier : c'est la question pour laquelle on constate la variation la plus importante du pourcentage de répondants témoignant se sentir bien, selon la réponse donnée.

Une seconde question dont les résultats font fortement varier la part des habitants se sentant bien au sein de leur quartier est la question de la satisfaction relative à l'entretien de ce dernier : parmi les habitants se déclarant satisfaits de la propreté de leur quartier, 92% déclarent se sentir bien dans leur quartier. Ils sont 71% parmi ceux qui ne se déclarent pas satisfaits de la propreté de leur quartier, soit un différentiel de 21 points.

Enfin, la question de la satisfaction par rapport au logement est le troisième indicateur faisant le plus varier le sentiment de bien-être selon les réponses des habitants : à la question « *Êtes-vous satisfait(e) de votre logement ?* », les habitants se déclarant ne pas être satisfaits de leur logement sont 73% à se sentir bien dans leur quartier soit 12 points de moins que la moyenne globale chez les répondants.

Pour désigner ces 3 dimensions, nous mobiliserons le terme de « curseur ».

**Ces curseurs font beaucoup varier le sentiment de bien-être partout, mais dans différentes mesures selon les quartiers**

Avant de zoomer davantage sur la manière avec laquelle ces curseurs fonctionnent, observons la manière avec laquelle ils interagissent avec notre indicateur de bien-être selon les différents quartiers de Lyon.

Pour l'occasion, une typologie à 3 entrées sera mobilisée :

- Quartier en contrat de ville et en difficulté (QP1)
- Quartier en contrat de ville et en moindre difficulté (QP2)
- Hors contrat de ville

Les QP1 et QP2 ont été choisis à partir de l'analyse des EEH 2019, et de la compilation faite des différents indicateurs de satisfaction à l'égard des aspects du quartier. Les QP1 sont les quartiers où les indicateurs relevés font état du plus de difficultés. Les QP2 ceux où les indicateurs font état de moins de difficultés.

Le tableau ci-dessous synthétise la variation du sentiment de bien-être parmi les sous-populations répondantes selon leur quartier.

**Fig. 1 : variation de la part de répondants se sentant bien dans leur quartier selon le quartier de résidence croisé avec les 3 curseurs retenus**

	QP1	QP2	HCV
<b>Sentiment de sécurité</b>	45 pts	33 pts	17 pts
<b>Satisfaction relative à l'entretien du quartier</b>	21 pts	16 pts	9 pts
<b>Satisfaction relative au logement</b>	9 pts	13 pts	5 pts

*Lecture : en QP1, selon si les répondants se sentent en sécurité ou pas, la part des habitants se sentant bien dans leur quartier varie de 45 points. Hors contrat de ville, selon si les répondants se sentent satisfaits ou non de leur logement, la part des habitants se sentant bien dans leur quartier varie de 5 points.*

Le premier constat que l'on peut dresser est celui d'une lecture horizontale du tableau : on observe une variation bien plus importante de l'indicateur de bien-être en quartiers en contrat de ville par rapport aux quartiers hors contrat de ville. Par exemple, la satisfaction relative à la sécurité fait varier le sentiment de bien-être des répondants de 45 points en QP1 contre 17 points hors contrat de ville.

Le second constat (sur une lecture verticale du tableau) est que les 3 curseurs choisis gardent la même « hiérarchie » d'influence sur le sentiment de bien-être selon l'espace choisi : la sécurité fait varier davantage le sentiment de bien-être, puis l'entretien, puis le logement, dans des mesures différentes comme constaté. Le tableau se contente de 3 entrées par soucis de lisibilité. Au global pourtant, on constate à travers l'étude comparative de la variation de l'indicateur de bien-être que pour chacun de ces 3 espaces, les 3 curseurs choisis initialement restent dans tous les cas les plus importants parmi les différents indicateurs mesurés par les EEH.

On peut donc dire que globalement ces 3 curseurs restent les principaux facteurs de variation de la part de répondants se sentant bien dans leur quartier : dans cet aspect ils sont particulièrement décisifs dans les QP1, moins dans les QP2, et encore moins hors contrat de ville. Cette information nous permet d'objectiver la

pertinence des curseurs relevés et servira de point d'appui à leur croisement avec les variables relatives aux profils des répondants.

Nous nous autoriserons cependant à convoquer d'autres curseurs selon les croisements, si certains s'avèrent plus pertinents pour une catégorie précise de répondants.

**« Et concrètement ? » 3 points clés à retenir :**

- Les EEH montrent que **le bien-être au sein du quartier** est influencé en grande partie par le sentiment de **sécurité**, la satisfaction relative à **l'entretien du quartier**, la **satisfaction relative au logement**.
- Pour illustrer ce constat, on observe qu'en moyenne, **les habitants qui se sentent en sécurité dans leur quartier se sentent à 92% bien dans leur quartier**, contre 51% chez ceux qui ne se sentent pas en sécurité.
- Les habitants n'étant pas satisfaits de la sécurité, de l'entretien du quartier, de leur logement, se sentent donc nettement moins bien dans leur quartier que les autres : **c'est vrai hors contrat de ville et aussi en QP dans des proportions plus importantes encore**.

## Catégories socio-professionnelles (CSP) : un paramètre indissociable du quartier

Pour rentrer en finesse dans la construction du sentiment de bien-être au sein du quartier, il s'agit donc de croiser ces 3 curseurs avec différents profils d'habitants.

Le premier croisement que nous réaliserons interrogera la place des CSP dans la variation du sentiment de bien-être d'un habitant à l'autre. Quelques précautions méthodologiques préalables sont toutefois nécessaires.

La répartition des CSP est particulièrement différente selon les quartiers : pour reprendre nos catégories de quartiers on observe par exemple que les cadres sont situés à 52% hors contrat de ville, contre seulement 8% des ouvriers. Difficile dès lors d'observer la variation de l'indicateur de bien-être par CSP sans intégrer la notion de quartier telle que vue précédemment. Puisqu'ici il va s'agir de mettre en lien CSP et quartier, nous ne nous attarderons que sur les ouvriers et les cadres, figures plus « archétypiques », pour étudier le sentiment de bien-être sans complexifier davantage le propos.

**Fig 2 : Variation de la part de répondants se sentant bien dans leur quartier selon leur CSP croisée avec les 3 curseurs retenus**

	Cadre	Ouvrier
Sentiment de sécurité	31 pts	47 pts
Satisfaction relative à l'entretien du quartier	19 pts	27 pts
Satisfaction relative au logement	9 pts	8 pts

*Lecture : selon si les cadres interrogés se sentent en sécurité ou non dans leur quartier, on observe une variation du sentiment de bien-être de 31 points chez ces derniers, de 47 points chez les ouvriers.*

On retrouve de manière assez logique un lien fort entre variation du sentiment de bien-être selon les CSP (Fig.2) et selon les quartiers (Fig.1).

Les cadres, plus souvent situés en quartier hors contrat de ville, sont globalement moins sujets à des variations importantes de l'indicateur de bien-être. A l'inverse, les ouvriers plus représentés en QP1 et QP2 voient leur indicateur de bien-être varier davantage, notamment avec le sentiment de sécurité, et la satisfaction relative à l'entretien.

En somme, parmi les 2000 enquêtés, le sentiment de bien-être est bien plus variable chez les ouvriers que chez les cadres. Ce constat pose une double question :

- Est-ce parce qu'il y a beaucoup de cadres hors contrat de ville qu'en moyenne le sentiment de bien-être varie moins ?
- A l'inverse, sont-ce les caractéristiques positives des quartiers hors contrat de ville qui font que le sentiment de bien-être varie moins ?

On peut chercher des éléments de réponses en posant à plat le niveau de bien-être par CSP, entre QP1 et hors contrat de ville (HCV).

**Fig. 3 : Part des habitants se sentant bien dans leur quartier par CSP selon le quartier d'habitation, entre hors contrat de ville et en QP1**

	Bien-être en HCV	Bien-être en QP1
<b>Artisan, commerçant, chef d'entreprise</b>	91%	82%
<b>Cadre</b>	95%	68%
<b>Employé</b>	96%	73%
<b>Ouvrier</b>	97%	71%
<b>Profession intermédiaire</b>	100%	84%
<b>Retraité</b>	97%	73%
<b>Sans activité</b>	92%	69%
<b>Total</b>	96%	73%

*Lecture : Hors contrat de ville, 91% des artisans, commerçants, chefs d'entreprise se sentent bien dans leur quartier, contre 82% en QP1.*

On observe à partir du croisement des CSP et des quartiers de résidence deux phénomènes :

- Premier phénomène : au global, une différence moindre entre les CSP qui se sentent le mieux et celles qui se sentent le moins bien hors contrat de ville (9 points), par rapport aux QP1 (16 points).

Concernant ce premier phénomène, cela signifie donc bien qu'hors contrat de ville, peu importe la CSP, l'indicateur de bien-être varie moins, y compris pour les habitants qui témoignent ne pas se sentir en sécurité, ne pas être satisfaits de leur logement, ne pas être satisfaits de l'entretien du quartier.

Aussi, on peut formuler l'hypothèse que si hors QPV le sentiment de sécurité fait moins varier l'indicateur de bien-être c'est aussi par phénomène de compensation entre les différents curseurs : hors QPV on se sent proportionnellement plus souvent satisfait de son logement, de l'entretien, des

commerces, donc il serait plus simple de faire des « concessions ». Ce constat explique également le fait que concernant les cadres, le sentiment de bien-être varie plus que la moyenne des habitants hors contrat de ville : parce que les cadres se répartissent à la fois hors contrat de ville mais aussi en QPV dans une proportion moindre.

Une lecture complémentaire vient en tête à l'identification d'un second phénomène.

- Second phénomène : pour une même CSP, l'indicateur de bien-être diminue à chaque fois entre HCV et QP1, mais dans des mesures très différentes (-9 points pour les artisans, -26 points pour les ouvriers).

Concrètement, on observe donc qu'en moyenne les ouvriers comme les autres CSP se sentent mieux hors contrat de ville qu'en QP. C'est aussi vrai pour les artisans mais dans une bien moindre mesure, ces derniers se sentant en moyenne mieux en QP que les ouvriers.

En somme : certaines CSP figurent parmi celles qui se sentent les plus mal dans certains quartiers, mais pas dans d'autres (ouvriers par exemple selon le tableau précédent), donc tout ne se joue pas dans l'espace puisqu'à type de quartier égal, deux habitants de CSP différentes auront des rapports très différents à ce dernier.

Ici, une figure forte à étudier est celle du cadre : très proche de la moyenne en termes de sentiment de bien-être hors contrat de ville, il s'agit pourtant de la CSP témoignant du niveau de bien-être le plus faible en QP1 (-27 points par rapport aux cadres HCV). Comment interpréter ce chiffre en ayant en tête des situations et capitaux socio-économiques en moyenne plus favorables chez les cadres ?

Ici il s'agit de bien (ré)intégrer le quartier comme un espace social, mais aussi comme un cadre de représentation : de soi, des autres. Un cadre en QP n'a donc pas simplement à faire à un quartier objectif, mais à une scène sociale qui peut être source de frustration selon les attentes des individus. Dubet aborde ce phénomène dans son article *Frustration relative et individualisation des inégalités* (2017), au sein duquel il décrit ce concept :

*« Retraité, je ne suis pas personnellement déclassé mais je vis dans un territoire perçu comme étant en chute et abandonné. Je peux être de la première génération familiale à « monter » à l'université, mais je peux stagner, voire baisser socialement, en raison de la dévaluation relative des diplômes. Comme l'a montré Galland (2016), les histoires de vie, les parcours et les accidents, notamment la solitude, peuvent accentuer certaines inégalités réelles et surtout vécues. »*

Entre en jeu une idée du déclassement social, mais aussi du sentiment de « dévaluation ». Par rapport à mon cadre de comparaison, je me sens particulièrement dévalué, car j'habite un quartier qui ne correspond pas à mes attentes.

A travers cet exemple, on peut donc conclure sur cet aspect que le sentiment de bien-être résulte d'une forme de « négociation » entre l'habitant et le quartier. Le quartier dispose d'attributs (un entretien plus ou moins bon, des logements de plus ou moins bonne qualité...) qui sont autant de « poids dans la balance » en faveur ou en défaveur du sentiment de bien-être. La sécurité, l'entretien et le logement sont donc d'un point de vue très surplombant les trois poids les plus importants pour nos 2000 habitants, si bien que l'absence d'un poids peut être compensée par un autre parmi ces curseurs : c'est le cas hors contrat de ville. En QP, cette négociation du bien-être est plus complexe : pour filer la métaphore, les « poids » sur la balance sont moins nombreux (les sentiments de sécurité, de satisfaction relative à l'entretien et au logement sont en moyenne moins élevés), donc l'absence de l'un de ces poids est plus cruciale.

L'étude des rapports différenciés au quartier selon les CSP et l'exemple des cadres nous montre également que ces poids imaginaires n'ont rien d'objectif et nous rappellent que l'on interroge ici des sentiments qui convoquent le registre du ressenti et en particulier des attentes. Si je me sens bien, c'est parce que ma situation correspond au cadre d'attentes que j'ai construit et qui correspond pour moi à cet état de fait. Dans cette négociation, les attentes des habitants jouent donc un rôle capital. Ce construit social se manifeste parfois en attentes plus élevées pour certains, ce qui signifie qu'une situation objective extrêmement similaire au sein du même quartier peut aboutir selon les attentes des uns et des autres à une situation de bien-être, comme de mal-être.

Cela consacre le fait d'habiter le quartier comme un véritable rapport social entre attentes et situation objective. La suite de notre raisonnement va nous amener à approfondir la dimension très sociale de l'habiter, en particulier à travers la dimension du logement.

**« Et concrètement ? » 3 points clés à retenir :**

- **Les habitants des quartiers prioritaires les plus fragiles sont très sensibles à la sécurité, l'entretien, et la qualité de leur logement.** Ils le sont plus qu'ailleurs : par exemple, les habitants des quartiers moins en difficultés souffrent moins d'un mauvais entretien du quartier, qui va être compensé par d'autres aspects du quartier.
- **Au sein d'un même quartier, les plus aisés ne sont pas forcément ceux qui déclarent se sentir le mieux :** une tolérance moindre selon le niveau d'attente des habitants, qui joue un rôle central au sein du bien-être de ces derniers.
- **Donc, à l'inverse, dans les quartiers en difficulté, les plus fragiles et précaires ne sont pas forcément ceux qui déclareront se sentir mal au sein de leur quartier.** Cette « tolérance » implique aussi des difficultés qui seront ainsi plus dures à repérer et qui nécessitent une attention particulière pour qu'elles ne demeurent pas invisibles.

## Logement, quartier et déviance de la norme

Pour creuser davantage le quartier comme rapport social, il est intéressant de se poser la question du lien entre rapport au logement et bien-être au sein du quartier. Pour analyser le lien entre ces formes de logement et la variation du sentiment de bien-être au sein du quartier, le choix a été fait de retenir deux typologies de logements en particulier : logements locatifs sociaux et logements locatifs privés.

Ces typologies répondent à des caractéristiques socio-économiques : un logement locatif social présentant en moyenne un loyer moins élevé qu'un logement locatif privé. L'analyse du bien-être dans le quartier par la lunette du logement est donc un exercice qui s'inscrit en continuité de celle que propose la lunette des CSP.

Pourtant, contrairement aux CSP dont la répartition territoriale très polarisée rend difficile les croisements au sein d'un seul espace, on trouve une quantité plus diversifiée de formes d'habitation notamment en QP2, précisément :

- 427 locataires HLM
- 92 locataires du parc privé

Mobilisons donc le même tableau de variation du sentiment de bien-être, rendant compte de nos 3 curseurs, appliqués aux sous-populations des locataires HLM et des locataires du parc privé en QP2.

**Fig.4 : Variation de la part de répondants se sentant bien dans leur quartier selon leur type de logement en QP2 croisée avec les 3 curseurs retenus**

	Locataires HLM	Locataire parc privé
Sentiment de sécurité	33 pts	28 pts
Satisfaction relative à l'entretien du quartier	19 pts	5 pts
Satisfaction relative au logement	12 pts	9 pts

*Lecture : en QP2, selon si les locataires HLM interrogés se sentent sécurité ou non dans leur quartier, on observe une variation du sentiment de bien-être de 33 points chez ces derniers, de 28 points chez les locataires du parc privé.*

Pour ces mêmes quartiers en contrat de ville, il est intéressant de noter que le sentiment de bien-être varie davantage pour les locataires HLM que pour les locataires du parc privé, au regard des curseurs étudiés. C'est le cas en particulier pour la satisfaction relative à l'entretien du quartier qui fait très peu varier le sentiment de bien-être en QP2.

On peut donc dire que sur cet exemple, sur un même quartier, le bien-être chez les locataires du parc privé varie moins, en moyenne, que chez les locataires du parc social. Comment l'interpréter ?

- Une moindre satisfaction face au logement chez les locataires HLM

Au sujet du parc de logements sociaux en QPV, l'INSEE a publié un état des lieux au sein d'un rapport intitulé *Les conditions de logement en France, édition 2017* :

*“Le parc social des QPV est ancien, un logement sur deux ayant été construit avant 1969, tandis qu'en dehors de ces quartiers, un sur deux l'a été après 1979. Il est constitué à près de 60 % de logements d'habitation à loyer modéré ordinaire (HLMO), alors que ce type de financement, qui a disparu en 1977, ne représente que 32 % du parc social en dehors de ces quartiers. Ces logements sociaux, majoritairement des grands ensembles datant des années 1960, sont également ceux dont les occupants sont le moins satisfaits.”*

Une part non négligeable du parc social en QPV date donc de la période fordiste pré-1970, logements vis-à-vis desquels les locataires témoignent le plus d'insatisfaction. On peut tout à fait observer ce phénomène à travers les EEH : en QP2, 90% des locataires du parc privé sont satisfaits de leur logement contre 70% des locataires du parc HLM (20 points de moins).

Ces habitants locataires du parc HLM sont donc nettement moins satisfaits de leur logement, qui est pourtant un curseur central dans le sentiment de bien-être au sein du quartier. Si l'on convoque de nouveau l'image du sentiment de bien-être comme des poids sur une balance : les locataires du parc privé disposent plus souvent du poids que peut représenter un logement satisfaisant, par rapport aux locataires HLM.

- Aussi, tous les habitants n'ont pas la même possibilité de « faire avec » leur quartier

Sur un même quartier, il est donc plus facile pour les locataires du parc privé de « faire avec » un niveau moindre d'entretien par exemple, par rapport aux locataires HLM. Cette question du « faire avec » semble centrale dans la question du bien-être au sein du quartier.

Dans ce cas, qui sont les habitants qui tolèrent, et qui sont les habitants qui au contraire ne tolèrent pas :

- Un quartier où l'on se sent peu en sécurité,
- Un quartier que l'on trouve mal entretenu,
- Un quartier où on habite dans un logement non satisfaisant.
- ...

On revient ici sur la question centrale des attentes : l'étude des CSP des habitants nous a montré que ces derniers se sentent bien ou mal selon leur niveau et type

d'attente. Par exemple, c'est plus facile pour moi de tolérer un logement qui ne me satisfait pas si je ne m'attends pas à être satisfait. Les CSP dessinent un cadre d'attentes, qui interagit avec des normes en termes de quartier.

Des images mentales très normées du « bon quartier » : par exemple « un bon quartier est un quartier bien entretenu. »

La sociologie de la déviance d'Howard Becker que nous avons déjà cité interroge la constitution de ces normes. De sa théorie développée au sein de son ouvrage *Outsiders* (1963), nous retiendrons 3 postulats essentiels :

- Chaque individu arbitre entre en permanence entre tolérable et intolérable pour faire sens du monde qui l'entoure.
- Pour ce faire, il va se positionner par rapport à une norme hégémonique de ce qui devrait être acceptable ou pas (un quartier bien entretenu par exemple).
- Cette norme découle d'"entrepreneurs de morale", c'est-à-dire des personnes physiques ou morales en position de pouvoir diffuser socialement une représentation de "*ce qui devrait être*", et donc en conséquence, de ce qui ne "*devrait pas être acceptable.*"

Les indicateurs des EEH (sentiment de sécurité, rapport à l'entretien) ne sont que des manifestations d'une norme, « *de ce qu'un quartier devrait être* ». Si les politiques publiques souhaitent mesurer la satisfaction relative à l'entretien, c'est bien qu'elles conçoivent un quartier entretenu comme "*ce qui devrait être*", et l'inverse comme "*ce qui ne devrait être*". Il en est de même pour le sentiment de sécurité par exemple. L'action publique joue ici le rôle d'entrepreneur de morale, et au travers de la Politique de la Ville, vient redessiner ce à quoi « devrait » correspondre le quartier, et socialement parlant, ce à quoi « devraient » aspirer ses habitants. Les EEH en tant qu'instrument des politiques publiques (Lascoumes & Le Galès, *Gouverner par les instruments*, 2005) sont une manifestation de ce cadre.

On a donc deux idéaux-type d'habitants :

Les habitants qui attendent de leur quartier qu'il corresponde à cette norme.  
Les habitants qui n'attendent pas de leur quartier qu'il corresponde à cette norme.

- Le rapport au quartier est donc un choix cornélien

Le rapport au quartier résulte donc d'un arbitrage. Posons un quartier qui ne correspond pas à la norme, par exemple, un quartier mal entretenu. Face à ce quartier « hors norme » se posent 2 habitants :

L'habitant 1 qui n'a pas d'attente sera perçu comme déviant de la norme (pour reprendre les termes de Becker), car il ne partage pas cette aspiration à un quartier

entretenu. En tant que déviant de la norme, il sera pénalisé socialement par les individus qui s'y conforment, mais pas par ceux qui comme lui ne s'y conforment pas. Autrement dit, notre habitant 1 pour qui l'entretien compte moins dans son quartier entretiendra plus facilement des relations avec les autres individus qui partagent ce cadre « déviant » d'attentes.

L'habitant 2, lui, a des attentes qui sont donc frustrées. Sa situation est délicate car les attributs de son quartier mettent en péril ses relations sociales puisque parmi ses pairs, ceux qui comme lui ont des attentes correspondant à la norme risquent de le pénaliser socialement.

Il se retrouve en somme face à un choix cornélien :

- Doit-il assumer ses attentes jusqu'au bout et « ne pas aimer son quartier ? » De cette manière il resterait dans la norme des attentes et « garderait la face » socialement parlant auprès de ses pairs qui comme lui entretiennent ces attentes. De fait, il devra se distinguer des individus déviants de la norme, éprouver une « honte nécessaire » de son quartier.
- Doit-il au contraire aménager ses attentes et « tolérer » le manque d'entretien de son quartier ? Il risque d'être pénalisé socialement par ses pairs qui conservent des attentes cadrées par la norme : « tu as vu où il habite celui-ci ? » En revanche, il sera beaucoup plus aisé d'interagir avec d'autres pairs qui comme lui partagent un cadre d'attentes « déviant » de la norme. Il aura donc à gagner à s'identifier à cette « marge ».

Donc : à quartier égal, le locataire du parc privé pourra « tolérer » plus de choses : oui mon quartier n'est pas très propre, mais mon logement est très satisfaisant. Il dispose d'une plus grande marge de manœuvre face à la norme.

Pour le locataire HLM, le logement est plus souvent insatisfaisant, il ne peut donc pas le « faire valoir » comme un attribut correspondant à la norme. Dès lors il est difficile de tolérer beaucoup plus, sous peine d'être face à ce « choix cornélien » entre condamner son quartier ou le tolérer. Ce choix implique dans les deux cas un risque d'exclusion.

**« Et concrètement ? » 3 points clés à retenir :**

- **A quartier égal, les locataires HLM sont nettement plus fragiles dans leur rapport au quartier et nécessitent une attention particulière :** se sentir bien dans son logement est un paramètre important à prendre en compte pour se sentir bien dans son quartier. Les locataires du parc social dont les logements sont plus souvent insatisfaisants en souffrent donc particulièrement.
- **Au sein des quartiers, l'insécurité, le mauvais entretien et la qualité insuffisante des logements renforcent aussi un clivage social entre les habitants** qui « font avec » et ceux qui ne tolèrent pas.
- **Le quartier est donc aussi un lieu d'exclusion :** les habitants les plus fragiles n'ont pas les « poids sur la balance » pour correspondre à la norme, ce qui peut encourager certains habitants à **s'identifier collectivement comme « à la marge »**. C'est un phénomène dont il faut tenir compte dans la mesure où il sous-tend des situations de marginalisation.

## Se sentir bien dans son quartier : une similarité en trompe-l'œil entre hommes et femmes

Une fois les variables socio-économiques abordées, il convient d'élargir notre interrogation à d'autres typologies d'habitants : observe-t-on des différences particulières selon le sexe des répondants ? La répartition homme/femme étant très proche entre QPV et hors QPV, le tableau pourra donc rendre compte de la variation du sentiment de bien-être sans biais qu'induirait la surreprésentation d'un profil sur tel ou tel quartier.

**Fig. 5 : Variation de la part de répondants se sentant bien dans leur quartier selon leur sexe croisée avec les 3 curseurs retenus.**

	Hommes	Femmes
Sentiment de sécurité	41 pts	40 pts
Satisfaction relative à l'entretien du quartier	20 pts	21 pts
Satisfaction relative au logement	13 pts	16 pts

*Lecture : selon si les répondants hommes se sentent en sécurité ou pas, la part des de ces habitants se sentant bien dans leur quartier varie de 41 points. Selon si les répondantes femmes se sentent satisfaites ou non de leur logement, la part de ces habitantes se sentant bien dans leur quartier varie de 16 points.*

Les différences de variations de l'indicateur de bien-être entre homme et femme apparaissent minimes.

Le constat n'en est pas moins surprenant : le sentiment de sécurité fait autant varier l'indicateur de bien-être chez les hommes que chez les femmes, bien qu'au global les femmes interrogées se sentent moins souvent en sécurité que les hommes (79% des femmes contre 85% des hommes.) Un constat qui ne se cantonne pas aux EEH ni au contexte lyonnais : l'étude *Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France* réalisée par l'Institut Paris Région en 2017 montre que 32% des femmes ont peur le soir dans leur quartier contre 7% des hommes. Il s'agit d'un contexte d'étude différent mais qui n'est pas sans nourrir des interrogations.

Face à une telle surexposition, on aurait dès lors pu supposer que le sentiment de sécurité joue une place comparativement plus importante dans le bien-être au quartier chez les femmes par rapport aux hommes. Pourquoi au contraire le sentiment d'insécurité ne fait-il pas varier davantage le sentiment de bien-être chez les femmes que chez les hommes ? On observe que :

- Parmi les 79% de femmes se sentant en sécurité dans leur quartier, 91% d'entre elles se sentent bien dans leur quartier.
- Parmi les 21% de femmes ne se sentant pas en sécurité dans leur quartier, 51% d'entre elles se sentent bien dans leur quartier.

Parmi ces femmes qui ne se sentent pas en sécurité, une femme sur deux déclare se sentir bien dans son quartier malgré tout : cela représente plus de 100 femmes parmi les 1091 interrogées. On compte donc plus de 100 femmes qui ne se sentent pas en sécurité dans leur quartier, et qui témoignent pourtant s'y sentir bien.

Parmi ces dernières, plus de la moitié témoignent avoir été victimes ou témoins d'actes de délinquance dans leur quartier. Une part significativement plus élevée que la moyenne (30% d'exposition aux actes de délinquance chez les femmes interrogées dans le cadre des EEH). Il y a donc chez ces femmes une surexposition aux actes de délinquance qui n'impacte pas le sentiment de bien-être.

Il y a un phénomène d'acceptation et/ou de tolérance d'un sentiment d'insécurité mais aussi d'une exposition concrète aux actes de délinquance. Ici cette acceptation peut être lue comme une violence symbolique, au sens bourdieusien du terme : Bourdieu et Passeron définissent ce concept au sein du fameux *La Reproduction* (1970) « *tout pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force, ajoute sa force propre, i.e. proprement symbolique, à ces rapports de force.* »

En somme, puisque ces habitantes « font avec » l'insécurité et les actes de délinquance, elles intériorisent un rapport de force. Ces femmes trouvent-elles cette exposition « légitime », « naturelle » ? La matière quantitative dont nous disposons ne permet pas de l'affirmer. C'est pourtant ce que tendait déjà à démontrer Bourdieu dans *La Domination Masculine*, ouvrage au sein duquel est expliqué la manière avec laquelle les femmes sont amenées à intérioriser les violences (symboliques, verbales, non verbales, physiques...), au point de les concevoir comme naturelles.

Au final, ce sont bien ici encore les questions des attentes et de la norme qui sont posées : les attentes des femmes sont pour partie conditionnées par une violence symbolique diffuse qui induit pour certaines une plus grande tolérance de situations violentes alors vécues comme une « norme ». Plus tôt au sein de notre analyse, nous analysons l'invisibilisation des problématiques de certaines populations précaires. Au regard des éléments mis en lumière et en particulier l'intériorisation de situations de fragilité chez certaines habitantes, on peut supposer que les problématiques des habitantes précaires auront d'autant plus tendance à passer en dessous des radars.

**« Et concrètement ? » 3 points clés à retenir :**

- La sécurité, l'entretien et le logement rentrent autant en jeu pour les femmes que pour les hommes dans l'appréciation de leur quartier, dans des proportions égales.
- **Les femmes qui ne se sentent pas en sécurité ne s'en plaignent pas forcément.** Certaines témoignent se sentir bien dans leur quartier malgré une forte exposition à la délinquance. Puisque ces situations leur paraissent « naturelles », certains mal-être passent en dessous des radars.
- **Une vigilance à conserver quant aux femmes qui cumulent des difficultés en QPV :** des situations préoccupantes seront d'autant plus invisibles dans des quartiers où certains habitants doivent « faire avec » leur quartier.

## Un rapport plus détaché au quartier chez les plus jeunes

Un dernier croisement est proposé, de sorte à cerner la variation du sentiment de bien-être à partir de nos curseurs, selon les tranches d'âges.

La répartition des différentes tranches d'âges reste globalement proche entre les différents quartiers (QPV et hors QPV). Il est donc possible de mobiliser notre modèle de tableau de variation.

**Fig. 6 : Variation de la part de répondants se sentant bien dans leur quartier selon leur tranche d'âge croisée avec les 3 curseurs retenus**

	18-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60-69 ans	Plus de 70 ans
Sentiment de sécurité	36 pts	34 pts	45 pts	45 pts	45 pts	42 pts
Satisfaction relative à l'entretien du quartier	13 pts	20 pts	19 pts	20 pts	25 pts	27 pts
Satisfaction relative au logement	13 pts	12 pts	25 pts	9 pts	15 pts	27 pts

*Lecture : selon si les répondants âgés de 18 à 29 ans se sentent en sécurité ou pas, la part de ces habitants se sentant bien dans leur quartier varie de 36 points.*

On observe en lisant horizontalement notre tableau que globalement, plus les tranches d'âges augmentent, plus la variation du sentiment de bien-être est importante. On peut établir 3 groupements en ce sens :

- Les 18-39 ans : la sécurité, l'entretien du quartier, le logement, font varier l'indicateur de bien-être dans une mesure moindre que les autres tranches d'âges.

Chez ces tranches d'âges, on observe aussi un sentiment de bien-être très élevé : 90% des moins de 29 ans se sentent bien dans leur quartier. Ce taux varie moins chez les jeunes par rapport aux autres tranches d'âges. Comment expliquer ce bien-être en moyenne plus élevé et plus stable en début de parcours résidentiel ?

L'enquête CDC Habitat de 2018 montre que 40% des jeunes de moins de 30 ans changent de logement chaque année. Les EEH confirment ce phénomène : 54% des 18-29 ans interrogés habitent au sein de leur quartier depuis moins de 5 ans, contre une moyenne de 29% toutes tranches d'âges confondues.

Jean-Yves Authier complexifie toutefois ce constat et rappelle au sein de son *État des lieux des trajectoires résidentielles* un double phénomène chez les jeunes au

début de leur trajectoire résidentielle : « *« une jeunesse qui est socialement autorisée à pratiquer un jeu d'essais/erreurs » (appartenant aux catégories supérieures ou moyennes), et de l'autre une jeunesse (ouvrière) qui prolonge son séjour chez les parents, un cadre familial. »*

Chez les classes moyennes supérieures, cette autorisation sociale de l'essai/erreur place moins d'enjeu dans les questions du logement et du quartier qui est plus facilement vécu comme une étape transitoire : un quartier peu propre par exemple peu être plus facilement vécu par des classes supérieures qui n'auront pas forcément l'occasion de souffrir de cette déviance de la norme : « je ne suis que de passage ici, je m'accommode ».

Les jeunes issues de CSP plus précaires prolongent leur séjour au sein du logement familial où la perception du quartier est en moyenne plus favorable : 91% des habitants interrogés qui vivent chez leurs parents déclarent se sentir bien dans leur quartier soit 6 points de plus que la moyenne des interrogés.

- Les 40-69 ans : pour ces ménages, on observe en particulier une variation de 45 points de l'indicateur de bien-être en fonction du sentiment de sécurité.

Un lien est à faire avec la forte part de familles avec enfants parmi les habitants interrogés dans ces tranches d'âges (80% des 40-49 ans notamment). En moyenne le rapport au logement est plus stabilisé, avec moins de déménagements, et une part beaucoup plus faible d'habitants vivant chez leurs parents. En l'absence d'essai-erreur et de cadre familial, c'est à cet âge que se consolide toute l'importance du sentiment de sécurité, de la satisfaction relative à l'entretien, et au logement, puisque le cadre du quartier devient un endroit où l'on se projette et par rapport auquel on construit un rapport durable.

- Les + de 70 ans : ce sont les tranches d'âges pour lesquelles la satisfaction relative à l'entretien du quartier et surtout la satisfaction relative au logement font le plus varier le sentiment de bien-être.

Les + de 70 ans accordent donc une importance particulièrement grande à l'entretien du quartier et à la qualité du logement. Ils se distinguent aussi par une plus grande importance accordée aux commerces. A la question « Selon vous, manque-t-il des commerces dans votre quartier ? », les habitants de + de 70 ans qui déclarent qu'il manque en effet des commerces se sentent moins bien que les autres de 10 points. Une tendance qu'on ne retrouve pas chez les autres tranches d'âges.

Le quartier représente un cadre quotidien parfois subi, encore davantage chez les + de 70 ans que chez les autres (problématiques plus fréquentes de mobilité, d'isolement...). Le rapport 2019 de l'association Les Petits Frères des Pauvres montre par exemple que chez les personnes âgées, le ressenti de solitude « est exacerbé dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville ».

Ainsi, les caractéristiques de ce cadre quotidien revêtent une importance d'autant plus grande, particulièrement en QPV. Pour nourrir la réflexion d'éléments contextuels, rappelons que le rapport *Vieillessement de la population* du CGET publié en 2017 souligne un moindre investissement de la Politique de la Ville en direction des personnes âgées en moyenne au sein des contrats de ville.

*« En termes de programmation, peu d'actions concernent les personnes âgées : 20,5 % des 29 220 actions financées en 2016 dans le cadre des contrats de ville touchent au moins une personne des plus de 65 ans, mais seules 2 % d'entre elles concernent exclusivement des personnes âgées. Au total, les personnes de plus de 65 ans représentent 10,8% des publics touchés par ces actions et 9,8% des budgets mobilisés, soit des proportions moindres que leur poids démographique dans les quartiers prioritaires. »*

**« Et concrètement ? » 3 points clés à retenir :**

- **Les jeunes de moins de 29 ans sont les plus tolérants envers leur quartier :** ceux qui déménagent fréquemment l'investissent comme un lieu de passage, tandis que les autres le voient comme un repère familial.
- **Les habitants de 40 à 69 ans sont nettement plus sensibles :** à la sécurité, l'entretien, et à la qualité de leur logement que les plus jeunes. C'est à cet âge qu'ils se projettent durablement, et que se consolident leurs attentes.
- **Les habitants de + de 70 ans sont ceux dont le bien être est le plus fragile.** Ils sont particulièrement sensibles à la **qualité de leur logement, l'entretien du quartier mais aussi la présence de commerces.** Le quartier représente un cadre plus quotidien encore que chez les plus jeunes. De fait, ils souffrent particulièrement des défauts de leur quartier.

## **En somme : le bien-être dans le quartier dépend des attentes de l'habitant**

Le fil rouge de cette analyse du sentiment de bien-être au sein du quartier est donc l'attente de l'habitant. Nous avons pu l'explorer de plusieurs manières, notamment :

- Les cadres en QPV sont confrontés à des quartiers qui ne collent pas avec leurs attentes, et duquel ils se distancient.
- Les locataires HLM attendent davantage de leur quartier que les locataires du parc privé, car ils doivent déjà « faire avec » leur logement.
- Certaines femmes tolèrent des situations préoccupantes au sein de leur quartier : insécurité et l'exposition à la délinquance.
- Les jeunes ont un rapport plus favorable et « détaché » à leur quartier. A l'inverse les personnes âgées tendent à avoir un niveau d'exigence plus important.

Ce cadre d'attente est propre à chaque configuration sociale, et nous n'en avons exploré qu'un fragment à travers la présente analyse. Cette lecture met toutefois en lumière certains paramètres que doivent prendre en compte les politiques publiques.

Premier paramètre : Un habitant peut tout à fait témoigner d'un mal-être dans un quartier « qui se porte bien », s'il se sent en insécurité, s'il considère que son quartier est mal entretenu, s'il n'est pas satisfait de son logement. En particulier chez les personnes âgées par exemple.

Pour illustrer cette « hiérarchie » des attentes qui affectent le sentiment de bien-être dans son quartier, prenons appui sur les réponses à la question suivante :

« Que faudrait-il faire, selon vous, pour améliorer votre quartier ? »

La figure suivante indique pour chaque modalité la part de répondants se sentant bien dans leur quartier.

**Fig. 7 : Variation de la part de répondants se sentant bien dans leur quartier selon leurs attentes**

	« Je ne me sens pas bien dans mon quartier »	Je me sens bien dans mon quartier »	Total
« Il faudrait améliorer la propreté des rues, du quartier »	25,0%	75,0%	100,0%
« Il faudrait diminuer la circulation automobile, réduire le stationnement »	12,9%	87,1%	100,0%
« Il faudrait réaménager les espaces extérieurs (voiries, parcs, verdure, etc.) »	12,0%	88,0%	100,0%
« Il faudrait favoriser les modes doux (transports en commun, piétons, vélos) »	6,4%	93,6%	100,0%
« Il faudrait limiter les sources de nuisances sonores »	31,7%	68,3%	100,0%
« Il faudrait lutter contre les incivilités, les dégradations »	33,0%	67,0%	100,0%
« Il faudrait installer davantage d'équipements publics, mettre davantage d'animation »	12,7%	87,3%	100,0%
« Il faudrait installer davantage de commerces de proximité, diversifier l'offre commerciale »	14,9%	85,1%	100,0%
« Il faudrait mettre davantage de places de stationnement »	16,3%	83,8%	100,0%
« Il faudrait réduire les embouteillages, faciliter la circulation automobile »	7,6%	92,4%	100,0%

*Lecture : parmi les habitants qui témoignent qu'il faudrait améliorer la propreté des rues, du quartier, 75% d'entre eux témoignent se sentir bien dans leur quartier.*

On observe une part importante d'habitants qui se sentent bien dans leur quartier parmi les répondants ayant opté pour les modalités suivantes :

- « Il faudrait favoriser les modes doux (transports en commun, piétons, vélos) »
- « Il faudrait réduire les embouteillages, faciliter la circulation automobile »
- « Il faudrait diminuer la circulation automobile, réduire le stationnement »
- « Il faudrait installer davantage d'équipements publics, mettre davantage d'animation »

En moyenne, les habitants qui citent ces attentes quant à leur quartier se sentent mieux que les autres dans leur quartier. Ces attentes ont en commun les modes de transports et l'aménagement des espaces extérieurs.

On peut faire le constat inverse concernant les modalités suivantes :

- « Il faudrait limiter les sources de nuisances sonores »
- « Il faudrait lutter contre les incivilités, les dégradations »
- « Il faudrait améliorer la propreté des rues, du quartier »

On retrouve dans ces attentes pour partie les curseurs que nous avons pu cibler : les nuisances sonores, des incivilités et les dégradations s'articulent avec le sentiment de sécurité. L'amélioration de la propreté des rues convoque l'importance de l'entretien du quartier.

En somme, les habitants qui sont en attente d'amélioration des modes de circulation, d'équipements publics ne sont pas les habitants qui se sentent le plus mal au sein de leur quartier. Ce regard confirme bien que les habitants du quartier tendent à se sentir plus mal au sein de ce dernier s'ils constatent que l'entretien n'est pas suffisant, que le quartier n'est pas assez calme, sécurisant.

Second paramètre : Un habitant peut au contraire témoigner d'un bien-être au sein d'un quartier « qui va mal » et ce malgré l'insécurité, le manque d'entretien ou la qualité insuffisante de son logement. Puisque notre matière est entièrement quantitative, il est difficile de distinguer parmi ces habitants ceux qui « se résignent » ou « s'accommodent » de ceux qui se sentent effectivement bien dans leur quartier. Dans tous les cas, cela ne doit pas faire oublier les situations objectives parfois précaires auxquelles ces derniers peuvent être confrontés. Parmi ces profils très « tolérants » : les jeunes, les femmes, notamment.

### **2020 : le rapport au confinement illustre un véritable décalage en termes de niveau d'attentes**

En guise tout à la fois d'illustration de ce phénomène « d'accommodement » et d'ouverture à notre problématique, un parallèle intéressant peut être dressé avec les manières plurielles des habitants interrogés de vivre le confinement de 2020, entre quartiers Politique de la Ville et hors contrat de ville. A cette occasion, nous quittons les EEH de 2019 qui ont nourri notre questionnement, pour ouvrir notre raisonnement à la lumière des EEH de 2020. Ces dernières ont été réalisées en hiver 2020 auprès de 2700 habitants de Lyon, dont 400 hors contrat de ville. Le questionnaire a intégré des questions relatives au confinement, en particulier la question suivante : « Comment s'est passée la période de confinement ? Avez-vous rencontré des difficultés particulières ? »

... à laquelle 25% des répondants ont répondu « oui j'ai rencontré des difficultés ». On observe par contre de manière étonnante que 44% des habitants hors contrat de ville ont éprouvé des difficultés contre 22% des habitants en contrat de ville. Un constat surprenant : le rapport national de l'IREV *Quartiers populaires et épidémie de COVID-19* note pendant le confinement en particulier en QPV « une multiplication des situations de précarité alimentaire ».

Hors contrat de ville, toutes CSP confondues, les répondants aux EEH témoignent plus souvent de difficultés par rapport aux quartiers en contrat de ville, malgré des situations socio-économiques en moyenne plus favorables, des logements en moyenne plus satisfaisants, comme vu précédemment. Cette observation étonnante ne l'est finalement plus vraiment à la lumière de l'analyse que nous avons déployée : qu'il s'agisse de rapport au quartier, ou au confinement, toute situation problématique sous-tend une zone grise de tolérance, qui est très différente d'un individu à l'autre, selon les attentes, les violences symboliques intériorisées ou non. Une assertion qui

prend également son sens quand on compare le rapport au confinement entre locataires du parc privé et locataires du parc social : on observe les mêmes proportions d'habitants déclarant avoir éprouvé des difficultés pendant le confinement chez les propriétaires (26%) que chez les locataires HLM (28%), ce qui atteste de l'écart entre situation objective et ressenti.

A l'inverse : les + de 70 ans représentent la tranche d'âge qui témoigne avoir éprouvé le moins de difficulté, à égalité avec les - de 29 ans : 79% d'entre eux expliquent ne pas avoir eu de difficultés pendant le confinement. Hors contrat de ville comme en QPV, les principales difficultés ressenties restent du même ordre : isolement familial, isolement social, sentiment de mal-être. On peut formuler le postulat selon lequel les personnes âgées étant davantage sujettes à l'isolement témoignent ne pas avoir rencontré de difficultés particulières, puisque pour partie, ce sont des difficultés quotidiennes et intériorisées, acceptées.

A l'inverse, les habitants qui témoignent de formes d'engagement et de sociabilité plus fortes (donc moins isolés) témoignent de plus de difficultés, notamment :

- 40% des habitants engagés dans une association ou collectif de quartier,
- 47% des habitants adhérents d'un centre social, MJC, maison de l'enfance,
- 39% des habitants qui témoignent être prêts à s'engager dans des groupes, des rencontres pour améliorer leur quartier.

Comment interpréter à la lumière de ces éléments le constat d'une part plus faible d'habitants témoignant avoir éprouvé des difficultés pendant le confinement, en contrat de ville par rapport aux autres quartiers ? Rien ne semble attester que les habitants en QPV entretiennent moins de liens sociaux qu'hors contrat de ville, bien que ce ne soit pas nécessairement les mêmes. Les habitants en QPV n'ont pas plus l'habitude de l'isolement qu'ailleurs. Ils sont toutefois plus souvent confrontés à la précarité de leur logement ce qui induit l'intériorisation de situations comparativement plus précaires.

**« Et concrètement ? » 3 points clés à retenir :**

- **Les habitants qui sont en attente de moins de nuisances, d'incivilités, de plus de propreté, sont les habitants qui se sentent le moins bien au sein de leur quartier**, comparativement aux habitants dont les attentes touchent aux mobilités et aux équipements publics.
- **Le rapport au confinement a été très mal vécu chez les personnes entretenant un engagement associatif et social fort.** Moins chez les autres.
- **Le confinement a été révélateur de la propension à accepter des situations extrêmement précaires :** les personnes âgées avec l'isolement, les habitants de QPV et notamment les locataires HLM avec la précarité de leur logement.